

# Séminaire « Soutenabilités »

## Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

**Nom :** Guézo

**Prénom :** Bernard

**Institution ou entreprise :**

**Axe(s) :**

- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?

**Intitulé de votre contribution :** Vers des démarches de monitoring des territoires

**Résumé de votre contribution :**

La sortie de confinement liée au COVID-19 amène à passer d'une gestion fonctionnelle de la crise, dictée par des impératifs sanitaires, à une gestion agile des territoires. Il s'agit de trouver la bonne distance entre règle sanitaire et redémarrage des activités tout en restant en capacité d'adapter les dispositions prises à l'évolution de la situation. Les acteurs des territoires et des organisations expérimentent ainsi, pour la première fois à grande échelle, que la prévention des risques peut être un opérateur à part entière d'une gestion spatiale des territoires et des organisations. Appliqué aujourd'hui à une pandémie, ce mode de fonctionnement dégradé peut devoir s'appliquer demain à d'autres situations perturbées comme par exemple des épisodes de pollutions atmosphérique, de canicule lourde, de restrictions sévères dans les consommations d'énergie ou les usages de l'eau. S'inscrivant dans le contexte des changements globaux, ce pilotage sous contrainte nécessite d'instituer un nouveau cadre de relations entre les acteurs qui permette de fonctionner du mieux possible sous contraintes temporaires sans pour autant se satisfaire de celles-ci. La proposition faite ici est de créer les conditions favorables qui permettent localement de développer des démarches dite de « monitoring des territoires », destinées à développer les capacités de résilience des territoires, et à contribuer à celle des organisations.

## **Vers des démarches de monitoring des territoires**

### **Problématique**

La sortie de confinement liée au COVID-19 amène à passer d'une gestion fonctionnelle de la crise, dictée par des impératifs sanitaires, à une gestion agile des territoires. Il s'agit de trouver la bonne distance entre règle sanitaire et redémarrage des activités tout en restant en capacité d'adapter les dispositions prises à l'évolution de la situation. Les acteurs des territoires et des organisations expérimentent ainsi, pour la première fois à grande échelle, que la prévention des risques peut être un opérateur à part entière d'une gestion spatiale des territoires et des organisations. Appliqué aujourd'hui à une pandémie, ce mode de fonctionnement dégradé peut devoir s'appliquer demain à d'autres situations perturbées comme par exemple des épisodes de pollutions atmosphérique, de canicule lourde, de restrictions sévères dans les consommations d'énergie ou les usages de l'eau. S'inscrivant dans le contexte des changements globaux, ce pilotage sous contrainte nécessite d'instituer un nouveau cadre de relations entre les acteurs qui permette de fonctionner du mieux possible sous contraintes temporaires sans pour autant se satisfaire de celles-ci. La proposition faite ici est de créer les conditions favorables qui permettent localement de développer des démarches dite de « monitoring des territoires », destinées à développer les capacités de résilience des territoires, et à contribuer à celle des organisations.

### **Démarche proposée de monitoring des territoires**

Si la crise du COVID-19 a bouleversé les missions d'anticipation, de prévention des risques et de régulation des acteurs, qu'elle invite à accroître l'adaptabilité et la résilience des services publics, de nombreuses réflexions ont été menées ces dernières années qui peuvent être mobilisés pour réinventer les relations entre les acteurs. Il s'agit de répondre aux défis posés par la crise sanitaire mais également par les changements globaux : changement climatique, effondrement de la biodiversité, etc, ces sujets bien que différents ne pouvant être dissociés. Se préparer à vivre des crises plus fréquentes ou plus intenses, c'est en limiter les effets.

Ces dernières années, de multiples travaux de recherche-action ont été menés dans des cadres universitaires comme sous l'égide du ministère en charge de l'écologie, sur la notion de résilience des territoires. Menés avec la participation active d'experts et techniciens des collectivités locales, ces travaux ont documenté :

- les questions de vulnérabilité des territoires aux aléas de différentes natures.
- la valeur ajoutée par la résilience urbaine à la gestion de crise.
- les apports à la sécurité des territoires des politiques d'aménagement comme la place de la nature en ville, la sécurité alimentaire et la robustesse des réseaux.
- l'importance d'une gestion dynamique des risques, sur l'exemple des cartes de vigilance météorologique.

La résilience a fait ces dernières années ses premiers pas en politique publique. Ce fut d'abord un élément structurant du livre Blanc de la Défense Nationale en 2008, puis un élément majeur de politique régionale pour la Région Nord sur la période 2010-2013. La résilience a été introduite ensuite dans la stratégie nationale de transition écologique 2015-2020.

Avec la crise du COVID-19, un nouveau pas devrait être franchi dans la mise en oeuvre plus banalisée de démarches de résilience par les territoires. Alors que ceux-ci sont exposés à de multiples tensions dans les champs, environnementaux, économiques et sociaux, ce type de démarche est adapté à la recherche de réponses collectives mobilisant les acteurs de différents horizons. La résilience peut mobiliser les multiples initiatives prises par les collectivités, les entreprises, les associations et les particuliers pour mettre en oeuvre la transition écologique, que ce soit dans le champ de mobilités, dans celui de l'attention portée à la nature, à la préservation des ressources. Ouvrant des voies vers un futur désirable, ces démarches méritent d'être davantage partagées et ouvertes aux acteurs économiques.

Dans le contexte devenu celui des changements globaux, nous proposons pour prévenir les risques, de travailler sur une fonction de « monitoring des territoires », c'est-à-dire une fonction qualitative conduisant sur un territoire donné tout à la fois à **partager avec la population, la société civile et toutes les parties prenantes concernées les apprentissages sur les changements globaux en cours, assurer une veille collective sur les perturbations à venir et explorer des voies nouvelles pour les futurs possibles et désirables.**

Ces différents aspects de la compréhension d'un monde devenu complexe, de la diversité des risques et de la nécessité de déployer une nouvelle génération de projets engageants ne peuvent être dissociés. Ils ont vocation à s'inscrire dans une vision d'ensemble partageable aux différentes échelles d'intervention. C'est cependant aux échelles locales que l'on peut, de façon concrète, sensibiliser aux changements globaux, agencer le mieux contraintes et ressources, connecter des systèmes d'actions entremêlés, anticiper les devenir. Assurer du monitoring, c'est créer les conditions favorables qui permettent aux acteurs de travailler ces sujets dans la transversalité.

## Exemple de traduction pratique

Pour un territoire donné, fort de ses spécificités, le monitoring peut prendre des formes différentes. Sans que le cadre ci-dessous soit exhaustif ou unique, le monitoring peut être envisagé comme suit :

### Ambition poursuivie

Faire des capacités de résilience des territoires et des organisations une dynamique qui compte dans la prise en charge des changements globaux.

### Finalité recherchée et principes

Développer des pratiques transversales de collaboration destinées à relever positivement les défis des changements globaux et à se préparer à enclencher des démarches de résilience en périodes perturbées. Les principes seraient les suivants :

- faire connaître et relier ce qui se fait ;
- susciter des projets d'adaptation aux changements globaux
- promouvoir la créativité, la qualité sur la quantité, les effets leviers.

### Chantiers possibles

- Compréhension des phénomènes complexes : mise en relation des acteurs, des observations et des modes d'intervention. Connaissance des actions menées pour réduire la vulnérabilité aux changements globaux (sur l'exemple de la plateforme France Mobilité mais à l'échelle d'un territoire et de façon transversale). Suivi des grands enjeux.
- Décloisonnement des champs d'activités, des échelles d'intervention, des spécialités et des métiers sur des territoires exposés à des problématiques locales (enclavement, etc) ou à un type de risque particulier (inondation, sécheresse).
- Formation-action aux changements globaux : cible des professionnels, de la population.
- Arts pratiques de thèmes transversaux : solutions fondées sur la nature (sfn), personnes âgées, sécurité alimentaire, solidarité inter-entreprises, etc.
- Mobilisation des acteurs du « quotidien » en favorisant la vie associative transversale, la redécouverte des savoir-faire domestiques (passage d'une culture de la consommation à une culture de la fabrication et du recyclage).
- Requalification de la citoyenneté en relation avec les changements globaux : le citoyen acteur de sa sécurité et aussi acteur de la sécurité globale ; le professionnel acteur de la résilience en fonction de son métier.
- Labellisation de projets de transition.

### Outillage mobilisable

- Rédaction d'une charte du monitoring explicitant les modalités de gouvernance, établissant des clauses éthiques, administratives, techniques et financières.
- Inventer des lieux et des modalités d'expression du monitoring, potentiellement différentes d'un territoire à l'autre.
- Mobilisation les outils de l'intelligence collective : séminaire, plateforme WEB,

conférences participatives, etc.

◦ Mobilisation, en fonction des besoins, des outillages thématiques sur les transitions, la prévention des risques et des crises

La puissance publique me semble être attendue dans sa capacité à créer les conditions favorables qui permettent aux acteurs des territoires d'inventer des lieux et des modalités d'expression des nouvelles pratiques collectives et solidaires à faire vivre pour relever positivement les défis des changements globaux.

*Bernard Guézo*

*Expert-senior qualifié par le MTES, « adaptation aux changements globaux, ingénierie territoriale, résilience. »*

*Le 31 mai 2020*

### **Éléments bibliographiques**

ADEME (2019). Une diversité de démarches pour une diversité de territoires. <https://www.territoires-climat.ademe.fr/ressource/30-9>

Cerema (2017). Actes du séminaire franco-allemand Résilience urbaine et gestion de crise Collection connaissances. Cerema, Bron

Cerema (2018). Actes du séminaire Résilience urbaine et sécurité des territoires. Crises redoutées, résiliences escomptées et étapes à franchir. Collection : connaissances. CEREMA, Bron.

Cerema (2019a). Actes du séminaire Sécurité globale et résilience des territoires - Ingénierie effets de levier et stratégies à promouvoir. Collection : connaissances. CEREMA, Bron.

MTES, CGDD/Cerema Villes et territoires résilients, 2015, téléchargeable en ligne.

Guézo B. et Pigeon P., (2014) Les défis liés à la prévention des désastres dans les aires métropolitaines : exemple de Givors dans l'aire métropolitaine lyonnaise (France). VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Volume 14 Numéro 3 | Décembre 2014,